

VALERIE DURAND

Maître de conférences en droit privé
Université du Littoral Côte d'Opale
valerie.durand@univ-littoral.fr

EXPERIENCE

PRINCIPALES FONCTIONS ACTUELLES Directrice du Département droit
Responsable de 2^e année de Licence de droit - Site Boulogne-sur-Mer

- 2009 **Maître de conférences en droit privé** - Université du Littoral Côte d'Opale
- 2007-2008 **Enseignante vacataire** - Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
- 2005-2007 **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)** - Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
- 2002-2005 **Allocataire-Moniteur** - Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

FORMATION

- 2009 **Qualification aux fonctions de maître de conférences** – Section 01
- 2002-2008 **Doctorat de droit privé** - Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
Thèse sur « *La prescription en droit civil. Essai d'une théorie unitaire* »
Réalisée sous la direction du Professeur Grégoire Loiseau
Obtenue avec mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité, proposition pour l'obtention d'une subvention pour l'impression ainsi que pour l'attribution d'un prix de thèse
- 2001-2002 **DEA Contrats civils et commerciaux** - Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
Mention Bien

ENSEIGNEMENTS PRINCIPAUX – ULCO – 2024-2025

L2 DROIT Droit des contrats, droit de la responsabilité civile, Droit des affaires

L3 DROIT Droit des sûretés et garanties du crédit

M1 DROIT Droit du tourisme (cours mutualisé M1 Droit des affaires et M1 Droit des collectivités territoriales)

I. CONTRIBUTIONS

1. PUBLICATIONS DANS DES OUVRAGES ET ARTICLES

« Partie 1 – Droit des biens », in *Cours de droit civil*, sous la dir. D. Bert, Coll. CRFPA, Enrick B Editions
1^{re} éd. 2019,
Actualisations : 2021, 2022, 2023, 2024 (*envoi pour publication*).

« Clause de non-concurrence », in *Dictionnaire de droit de la concurrence*, Concurrences, Avril 2023.

Observations publiées dans le cadre de la Chronique Pratiques commerciales déloyales rassemblées in *Grands arrêts du droit de la concurrence – Volume III – Pratiques commerciales déloyales et distribution*, sous la dir. F. Buy, N. Ferrier, Concurrences, janvier 2019.

« Regards contemporains sur les évolutions de l'assurance maritime du XXe et XXIe siècle », in *L'assurance maritime XIVe –XXIe siècles* (dir. C. Borde et E. Roulet), *Les sources de l'histoire maritime*, 2017, n° 2, pp. 169-194

« La protection de la santé de la personne du prévenu et la détention provisoire », in *De la liberté à la prison : regards croisés sur la privation de liberté*, Actes du colloque coorganisé par Catherine Minet Letalle (MCF-HDR), Olivier Carton (MCF-HDR) et Monsieur le bâtonnier Raphael Tachon, L'harmattan, 2016, pp. 85-102

E. Cartier (dir.), *La QPC, le procès et ses juges. L'impact sur le procès et l'architecture juridictionnelle, avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice et le CRD&PD*, Dalloz, Collection Méthodes du droit, 2013 :

- « Le tableau consacré aux arrêts de la Cour de cassation », In *Les différents tableaux de jurisprudence et quelques-unes des analyses statistiques qui en découlent*, pp. 42-53.

- « La deuxième Chambre civile de la Cour de cassation », in *Les spécificités de l'appréciation des caractères nouveau et sérieux dans la jurisprudence de la Cour de cassation*, pp. 401-418.

- « La troisième Chambre civile de la Cour de cassation », in *Les spécificités de l'appréciation des caractères nouveau et sérieux dans la jurisprudence de la Cour de cassation*, pp.418-427.

- avec P. Türk, « Propos introductifs », in *Les spécificités de l'appréciation des caractères nouveau et sérieux dans la jurisprudence de la Cour de cassation*, pp. 375-380.

in *Les nouvelles échelles du droit commun*, Actes du colloque organisé les 7 et 8 décembre 2011 à Boulogne-sur-Mer sous la direction scientifique de M. le Professeur Mouloud Boumghar et Mme Valérie Durand, Larcier, 2013,

« Droit commun et Code civil », pp. 15-34

Avec N. Delegove « Propos introductif », pp. 15 et s.

2. ACTUALISATION D'ARTICLES D'ENCYCLOPEDIE

« Les ventes réglementées », *Juris-classeur Concurrence Consommation*, fasc. 909, 2013.

3. COMMENTAIRES DE JURISPRUDENCE

« A propos de l'extraction et de la purification de l'hormone de croissance », obs. sous Cass. crim., 7 janvier 2014, n° 11-87.456, *Bulletin Lamy Droit de la santé*, n° 137, Mars 2014, *Eclairage*, p. 1-5.

« Aux frontières de la vie.- Du droit de la fin de vie au droit à la fin de vie (Rapport *Repenser la fin de vie solidairement* de la Commission de réflexion sur la fin de vie en France, 18 décembre 2012) », Bulletin Lamy Droit de la santé, n° 125, Février 2013, Éclairage, p. 1-5

« L'efficacité de la procédure de saisie-attribution à l'épreuve de l'indivision. Retour sur la notion de titre exécutoire constatant une créance liquide et exigible », obs. Cass. 2^e civ., 15 novembre 2012, n° 11-18820, Lamy Code de procédure civile commenté, n° 131, Février 2013, Eclairage, p. 1-5

« Modalités de la réparation au titre des accidents du travail. Retour sur les vaccinations obligatoires dommageables », obs. Cass. 2^{ème} civ., 12 septembre 2012, n° 11-15.534 et 11-19.371, Bulletin Lamy Droit de la santé novembre 2012, n° 122, Eclairage, p. 1-5.

« Jura vigilantibus, tarde venientibus ossa. – Retour sur l'étendue de l'effet interruptif de l'action en justice », obs. Cass. 2^e civ., 28 juin 2012, n° 11-20011, Bulletin Lamy Droit de l'exécution forcée octobre 2012, n° 68, Eclairage, p. 1-5

4. OBSERVATIONS DANS DES CHRONIQUES

A. CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DE DROIT DU TOURISME

« La détermination de la juridiction compétente à l'épreuve de la diversité des instruments », obs. ss. CJUE, 7 nov. 2019, n° C-213/18, Adriano Guaitoli et a. c/ EasyJet Airline Co. Ltd, in « Chronique de droit du tourisme n° 12 (janvier 2019-février 2020) (2^e partie) », Petites affiches 30 mars 2021, n° 63, pp. 17-20.

« Le droit au remboursement en cas d'annulation vol compris dans un forfait touristique ou l'articulation des dispositions du règlement (CE) n° 261/2004 avec celles de la directive n° 90/315/CEE relative au voyage à forfait » obs. ss. CJUE, 10 juill. 2019, n° C-163/18, HQ e.a. c/ Aegean Airlines SA, in « Chronique de droit du tourisme n° 12 (janvier 2019-février 2020) (2^e partie) », Petites affiches 30 mars 2021, n° 63, pp. 20 à 22.

« Précisions sur la mise en œuvre du droit à indemnisation », obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 10 oct. 2019, nos 18-20490 et 18-20491 et CJUE, 24 oct. 2019, n° C-756/18), in « Chronique de droit du tourisme n° 12 (janvier 2019-février 2020) (suite et fin) », Petites affiches 31 mars 2021, n° 64, pp. 20 à 25.

« La preuve du droit à réparation de la victime d'un retard de vol à l'arrivée de plus de trois heures », obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 14 février 2018, n° 16-23205, in « Chronique de droit du tourisme n° 11 (janvier 2018-février 2019) (suite et fin) », Petites affiches 11 décembre 2019, n° 249, pp. 8-10

« La détermination de la prescription extinctive applicable à l'action en paiement de l'indemnité prévue à l'article 7 du Règlement (CE) n° 261/2004 », obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 14 mars 2018, n° 17-15378, in « Chronique de droit du tourisme n° 11 (janvier 2018-février 2019) (suite et fin) », Petites affiches 11 décembre 2019, n° 249, pp. 10-11

« La détermination de la juridiction compétente pour connaître de l'action en paiement de l'indemnisation due au passager victime en cas de retard ou d'annulation de vol dans le cadre d'un trajet avec correspondance », obs. ss. CJUE 7 mars 2018, n° C-274/16, Aff. Flightright GmbH c/ Air Nostrum, Linéas Aéreas del Mediterraneo SA, C-447/16 aff. R. Becker c/ Hainan Airlines Co. Ltd et C-448/16, Aff. M., A., Z., N., Barkan et S. Asbai c/ Air Nostrum, Linéas Aéreas del Mediterraneo SA., in « Chronique de droit du tourisme n° 11 (janvier 2018-février 2019) (suite et fin) », Petites affiches 11 décembre 2019, n° 249, pp. 12-14

« La complémentarité des dispositions du règlement (CE) n° 261/2004 et de la Convention de Montréal du 28 mai 1999 en matière d'indemnisation du passager victime d'un retard de vol », obs. ss., Cass. 1^{re} civ., 14 févr. 2018, n° 16-20354, in « Chronique de droit du tourisme n° 11 (janvier 2018-février 2019) (suite et fin) », Petites affiches 11 décembre 2019, n° 249, p. 14

« Le statut de l'APST au regard des dispositions protectrices du droit de la consommation en matière de contrat de cautionnement », obs. ss. Cass. com., 27 septembre n° 15-24895, in « Chronique de droit du tourisme n° 10 – Janvier 2017-février 2018 (2^e partie) », Petites affiches 19 février 2019, n° 36, p. 5

« La protection des passagers des vols annulés ou retardés devant la Cour de cassation », observations sous Cass. 1^{re} civ., 15 juin 2016, n° 15-16636, 15-16637, n° 15-16358, n° 15-16359, Cass. 1^{re} civ., 30 novembre 2016, n° 15-21590, Cass. 1^{re} civ., 12 octobre 2016, n° 15-20380 et Cass. 1^{re} civ., 14 janvier 2016, n° 15-12730, Chronique de droit du tourisme n° 9 (Janvier 2016 – Février 2017) (3^e partie), Petites Affiches 15 novembre 2017, n° 228, pp. 18-22

« La détermination de la juridiction compétente à l'épreuve de l'articulation des normes », observations sous Cass. 1^{re} civ., 25 mars 2015, n° 13-24431, Chronique de droit du tourisme n° 8 (Janvier 2015 – Mars 2016) (5^e partie), Petites Affiches 7 octobre 2016, n° 201, pp. 5-6

« L'exigence de rémunération du vendeur de voyage », sous Cass. 1^{re} civ., 9 avril 2015, n° 14-15720 et 14-18014, Chronique de droit du tourisme n° 8 (Janvier 2015 – Mars 2016) (3^e partie), Petites Affiches 5 octobre 2016, n° 199, pp. 7-8

« Convention de Varsovie et Convention de Montréal ou la rigueur de la réparation du préjudice corporel du passager victime », observations sous Cass. 1^{ère} civ., 15 janvier 2014, n° 11-21394 et n° 11-27962, Chronique de droit du tourisme n° 7 (Janvier 2014 – Mars 2015), Petites Affiches 13-14 août 2015, n° 161-162, pp. 12-15

« La Convention de Montréal et le Règlement communautaire (CE) n° 261/2004 du 11 février 2004 ou la réparation facilitée du préjudice résultant d'un retard de vol », observations sous Cass. 1^{ère} civ., 2 avril 2014, n° 13-16038, Publié au bulletin, Chronique de droit du tourisme n° 7 (Janvier 2014 – Février 2015), Chronique de droit du tourisme n° 7 (Janvier 2014 – Mars 2015), Petites Affiches 13-14 août 2015, n° 161-162, pp. 15-17

« L'indemnisation des voyageurs victimes de retard de transport : de la diversité des instruments à la convergence des protections », observations sous CJUE 26 septembre 2013, aff. C-509/11, ÖBB-Personenverkehr AG, CJUE 26 septembre 2013, Aff. C-11/11, Air France SA, Chronique de droit du tourisme n° 6 (Janvier 2013 – Février 2014), Petites affiches 22 juill. 2014, n° 145, pp. 12-16.

« La protection des voyageurs devant les juridictions nationales », observations sous Cass. 1^{ère} civ., 2 octobre 2013, n° 12-23.568 et Cass. 1^{ère} civ., 13 mars 2013, n° 09-72.962, Chronique de droit du tourisme n° 6 (Janvier 2013 – Février 2014), Petites affiches 22 juill. 2014, n° 145, pp. 16-18.

« « A l'impossible nul n'est tenu » ou presque », observations sous Cass. 1^{ère} civ., 8 mars 2012, n° 10-25.913 et Cass. 1^{ère} civ., 17 oct. 2012, n° 11-25.167 et n° 11-23.387, Chronique de droit du tourisme n° 5 (Janvier 2012 – Février 2013), Petites affiches 13 nov. 2013, n° 227, pp. 6-9.

« La victime actrice dans la responsabilité, entre procédure et fond du droit », observations sous Cass. 1^{ère} civ., 17 novembre 2011 et Cass. 1^{ère} civ., 7 déc. 2011, in Chronique de droit du tourisme n°4 (Janvier 2011 – Février 2012), Petites affiches 13 nov. 2012, pp. 3 et s.

« Variations sur les responsabilités spéciales du droit du transport, entre autonomie et coordination », observations sous Cass. 1^{ère} civ., 15 novembre 2010 et CJUE, 6 mai 2010, aff. C-63/09, Walz, in Chronique de droit du tourisme n°3 (Janvier 2010 – Janvier 2011), Petites affiches, 24 Oct. 2011, pp. 17-19.

« La CJCE, au secours des victimes de retard de vol », observations sous CJCE 19 novembre 2009, aff. Jointes C-402/07 (Sturgeon c/ Condor Flugdienst GmbH) et C-432/07 (Böck c/ Air France SA), Chronique de droit du tourisme n°2 (Janvier 2008 – Janvier 2009), Petites affiches 13 juill. 2010, n° 138, pp. 13-14.

B. CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DE NON-CONCURRENCE

Observations sous, Cass. com., 20 mars 2024, n° 23-10915, *Concurrences 2/2024, transmis pour publication*

Observations sous, Cass. com., 20 mars 2024, n° 22-2299, *Concurrences 2/2024, transmis pour publication*

Observations sous, Cass. com., 13 avril 2023, n° 20-16369, *Concurrences 3/2023, pp. 111-113*

A noter sous, Cass. com., 22 mars 2023, n° 21-22741, *Concurrences 2/2023, pp. 104-105*

Observations sous, Cass. com., 11 janvier 2023, n° 21-21762, *Concurrences 2/2023, pp. 105-107*

Observations sous, Cass. com., 19 octobre 2022, n° 21-17653, *Concurrences 1/2023, pp. 102-104*

Observations sous, Cass. com., 7 septembre 2022, n° 20-20625, *Concurrences 4/2022, pp. 90-91*

Observations sous, Cass. com., 7 septembre 2022, n° 21-13691, *Concurrences 4/2022*, pp. 91-92
Observations sous, Cass. com., 1^{er} juin 2022, n° 20-18960, *Concurrences 3/2022*, pp. 116-118
Observations sous, Cass. com., 1^{er} juin 2022, n° 21-12785, *Concurrences 3/2022*, pp. 120-121
Observations sous, Cass. com., 6 avril 2022, n° 20-18126, *Concurrences 3/2022*, pp. 118-119
Observations sous, Cass. com., 16 février 2022, n° 20-18844, *Concurrences 2/2022*, pp. 134-135
Observations sous, Cass. com., 16 février 2022, n° 20-12885, *Concurrences 2/2022*, pp. 138-140
Observations sous, Cass. com., 26 janvier 2022, n° 20-16212, *Concurrences 2/2022*, pp. 137-138
Observations sous, Cass. com., 1^{re} décembre 2021, n° 20-16693, *Concurrences 1/2022*, pp. 118-119
Observations sous, Cass. com., 1^{er} décembre 2021, n° 19-25936, 10 novembre 2021, n° 19-24961 et 1^{re} décembre 2021, n° 19-25938, *Concurrences 1/2022*, pp. 120-121
Observations sous, Cass. com., 10 novembre 2021, n° 20-13385, *Concurrences 1/2022*, pp. 118-119
Observations sous, Cass. com., 31 mars 2021, n° 19-14094, *Concurrences 3/2021*, pp. 118-119
Observations sous, Cass. com., 31 mars 2021, n° 19-16139, *Concurrences 3/2021*, pp. 116-117
Observations sous, Cass. com., 14 janvier 2021, n° 19-20316, *Concurrences 1/2021*, pp. 114-115
Observations sous, Cass. com., 14 octobre 2020, n° 18-22119, *Concurrences 1/2021*, pp. 154-155
Observations sous, Cass. com., 16 décembre 2020, n° 18-20548, *Concurrences 1/2021*, pp. 157-158
Observations sous, Cass. com., 10 juin 2020, n° 18-23555, *Concurrences 4/2020*, pp. 157
Observations sous, Cass. com., 8 juillet 2020, n° 18-24441, *Concurrences 4/2020*, pp. 156-157
Observations sous, Cass. com., 24 juin 2020, n° 18-20323, *Concurrences 4/2020*, pp. 154-156
Observations sous, Cass. com., 15 janvier 2020, n° 18-15431, *Concurrences 3/2020*, pp. 117-118
Observations sous Cass. com., 4 mars 2020, n° 17-21764 et n° 18-26676, *Concurrences 3/2020*, pp. 120-121
Observations sous Lignes directrices DGCCRF sur l'encadrement des promotions, 16 janv. 2020, *Concurrences 2/2020*, pp. 104-107
Observations sous CA Paris, 12 décembre 2019, n° 17/03541, *Concurrences 2/2020*, pp. 114-116
A noter sous Cass. com., 15 janv 2020, 17-22295, *Concurrences 2/2020*, pp. 116-117
Observations sous *Rapport d'information n° 89 (2019-2020) dressant un bilan du titre I^{er} de la loi Egalim un an après sa promulgation, Sénat, 30 octobre 2019, Concurrences 1/2020*, pp. 103-105
Observations sous CA Toulouse, 4 septembre 2019, n° RG 18/00774, *Concurrences 4/2019*, p. 124
Observations sous Cass. 1^{re} civ., 4 juillet 2019, *Playmédia et a. c/ France télévisions*, n° 16-13092, *Concurrences 4/2019*, pp. 121-122
Observations sous Cass. com., 3 juillet 2019, n° 17-18681, *Concurrences 4/2019*, pp. 118-119
Observations sous Cass. com., 7 mai 2019, *Acciaierie Bertoli Safau Sisak c/ Phocéenne*, n° 17-15.340, *Concurrences 3/2019*, pp. 108-109
Observations sous CEPC, avis n° 19-8 relatif à une demande d'avis d'un cabinet d'avocats portant sur la conformité à l'article L. 442-6, I, 2° du Code de commerce de stipulations figurant dans un contrat de commissionnaire à la vente dans le secteur pharmaceutique, *Concurrences 3/2019*, pp. 105-106
A noter sous Cass. com., 10 avril 2019, *TIM c/ Laboratoire URG*, n° 18-12.882, *Concurrences 3/2019*, p. 107
Observations sous Cass. com., 6 févr. 2019, n° 17-23361, *Concurrences 2/2019*, pp. 104-105
Observations sous Cass. com., 23 janv. 2019, n° 17-26870, *Concurrences 2/2019*, pp. 103-104
Observations sous CA Paris, 12 déc. 2018, RG n° 16/22323, *Concurrences 1/2019*, pp. 114-115
Observations sous CEPC, avis n° 18-7 relatif à une demande d'avis d'un professionnel sur les pratiques commerciales d'un fournisseur de progiciel, *Concurrences 1/2019*, pp. 109-110
Observations sous Cass. com., 20 juin 2018, n° 16-24163, *Concurrences 4/2018*, pp. 136-137
Observations sous Cass. com., 16 mai 2018, n° 17-14236, *Concurrences 4/2018*, pp. 135-136
Observations sous Cass. com., 16 mai 2018, n° 17-12458, *Concurrences 3/2018*, p. 125
Observations sous Cass. com., Cass. com., 21 mars 2018, n° 16-28412, *Concurrences 3/2018*, p. 123-124
Observations sous *CEPC, 23 avril 2018, avis n° 18-4 relatif à une demande d'avis sur la conformité au droit de stipulation contenues dans les contrats de concession exclusive dans le secteur du matériel agricole*, *Concurrences 3/2018*, p. 120-121
Observations sous *CA Paris, 7 mars 2018, RG n° 16/00634*, pp. 126-127
Observations sous Cass. com., 5 juillet 2017, n° 16-13862, *Concurrences 4/2017*, pp. 122-123
Observations sous Cass. com., 21 juin 2017, n° 16-12955, *Concurrences 4/2017*, pp. 125-126
Observations sous Cass. com., 11 mai 2017, n° 14-29717, *Concurrences 4/2017*, pp. 116-117
Observations sous Cass. com., 26 avril 2017, n° 15-26780 *Concurrences 3/2017*, pp. 95-96
Observations sous Cass. com., 1^{er} Mars 2017, n° 15-15448 *Concurrences 3/2017*, pp. 98-100

Observations sous Cass. com., 1^{re} mars 2017, n° 15-21798, Concurrences 2/2017, pp. 122-124
 Observations sous Cass. com., 1^{re} mars 2017, n° 15-22675, Concurrences 2/2017, pp. 124-126
 Observations sous Cass. com., 11 janvier 2017, n° 15-20780, Concurrences 2/2017, pp. 126-127
 Observations sous Cass. com., 6 décembre 2016, n° 15-20234, Concurrences 1/2017, pp. 126-128
 Observations sous Cass. soc., 5 octobre 2016, n° 15-22730, Concurrences 1/2017, pp. 129-130
 Observations sous Cass. com., 6 septembre 2016, n° 15-12230, Concurrences 4/2016, pp. 128-129
 Observations sous CEPC, 24 juin 2016, avis n° 16-12, Concurrences 4/2016, pp. 120-121
 Observations sous Cons. const., Dec. n° 2016-542 QPC, 18 mai 2016, Concurrences 4/2016, pp. 127-128
 Observations sous CA Paris, 15 avril 2016, RG n° 14/05590, Concurrences 3/2016, pp. 103-105
 Observations sous Cass. com., 12 avril 2016, n° 14-29414, Concurrences 3/2016, pp. 105-106
 Observations sous CEPC, 25 mai 2016, avis 16-9, Concurrences 3/2016, pp. 107-109
 Observations sous Cass. com., 6 octobre 2015, n° 13-27419, Concurrences 1/2016, pp. 127-129
 Observations sous Cass. com., 31 mars 2015, n° 13-21300, Concurrences 3/2015, pp. 107-108
 Observations sous Cass. soc., 9 avril 2015, n° 13-25847, Concurrences 3/2015, pp. 108-111
 Observations sous Cass. com., 10 février 2015, n° 12-26023, Concurrences 2/2015, pp. 119-121
 Observations sous Cass. com., 10 février 2015, n° 13-24979, Concurrences 2/2015, pp. 122-123
 Observations sous Cass. com., 20 février 2015, n° 11-28567, Concurrences 2/2015, pp. 123-125
 Observations sous Cass. com., 7 octobre 2014, n° 13-19797, Concurrences 1/2015, pp. 134-136
 Observations Cass. com., 21 octobre 2014, n° 13-14210, Concurrences 1/2015, pp. 131-134
 Observations sous Cass. com., 8 juillet 2014, n° 13-11208, Concurrences 4/2014, pp. 161-163
 Observations sous Cass. com., 8 juillet 2014, n° 13-11710, Concurrences 4/2014, pp. 164-165
 Observations sous Cass. com., 8 avril 2014, n° 13-14693, Cass. com., 8 avril 2014, n° 13-11377, Cass. com., 25 avril 2014, 12-15725, Concurrences 3/2014, pp. 119-123
 Observations sous Cass. soc., 15 janvier 2014, n° 12-19.118, Cass. soc., 15 janvier 2014, n° 12-19.472 et Cass. com., 11 mars 2014, n° 13-12.507, Concurrences 2/2014, pp. 129-132.
 Observations sous Cass. soc., 27 novembre 2013, n° 12-23.916, Concurrences 1/2014, pp. 108-109
 Observations sous Cass. 1^{ère} civ., 16 octobre 2013, n° 12-23.333, Concurrences 1/2014, pp. 105-107
 Observations sous Cass. com., 8 octobre 2013, n° 12-25.984, Concurrences 1/2014, pp. 109-111

C. CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DE LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Observations sous. CEDH, 5^e sect., 12 janvier 2017, n° 74734/14, Saumier c/ France, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2017), sous la dir. E. Decaux, P. Tavernier, M. Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 3, Juillet 2018, Chron. n° 6, pp. 1044-1046

Observations sous CEDH, 5^e sect., 1^{re} décembre 2016, n° 48158/11, X et Y c/ France, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2016), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 3, juillet-septembre 2017, Chron. n° 9, pp. 1071-1075

Observations sous CEDH, 5^e sect., 4 février 2016, n° 58828/13, Isens c/ France, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2016), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 3, juillet-septembre 2017, Chron. n° 9, pp. 1087-1090

Observation sous CEDH, 1^{re} sect., 7 mai 2015, n° 13712/11, S.-L. et J. L. c/ Croatie, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2015), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 4, octobre-décembre 2016, Chron. n° 8, pp. 1372-1374

Observations sous CEDH, 5^{ème} sect., 2 octobre 2014, n° 97/11 Delta Pekarny a. s. c. République Tchèque, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2014), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 4, octobre-décembre 2015, Chron. n° 7, pp. 1266-1270

Observations sous CEDH, 3^e sect., 2 octobre 2014, n° 15319/09, Hansen c. Norvège, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2014), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 4, Octobre 2015, Chron. n° 7, pp. 1208-1211

Observations sous CEDH, Gde ch., 26 nov. 2013, n° 27853/09, X. c/ Lettonie, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2013), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 3, Juillet-Septembre 2014, chron. n° 6, pp. 980-982

Observations sous CEDH, 1^{ère} sect., 18 avril 2013, n° 7075/10, Ageyevy c/ Russie, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2013), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 3, Juillet-septembre 2014, chron. n° 6, pp. 982-985

Observations sous CEDH, 5^{ème} sect., 12 avril 2012, n° 43547/08, Stübing c/ Allemagne, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2012), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 4, Octobre-novembre 2013, Chron. 8, pp. 1289-1291

Observations sous CEDH, 2e sect., 20 septembre 2011, n° 3989/07 et 38353/07, Ullens de Schooten et Rezabek c/ Belgique, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2011), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 3, juill.-sept. 2012.

Observations sous CEDH, 3e sect., 6 janvier 2010, n° 74181/01, Vera Fernandez-Huidobro c/ Espagne, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2010), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 4, Oct.-Déc. 2011, pp. 1298-1300.

Observations sous, CEDH, Gde ch., 6 juillet 2010, n° 41615/07, Neulinger et Shuruk c/ Suisse, in Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (année 2010), sous la direction de MM. les Professeurs Emmanuel Decaux, Paul Tavernier et Mouloud Boumghar, Journal du droit international (Clunet), n° 4, Oct.-Déc. 2011, pp. 1338-1342.

5. COMMUNICATIONS

« La formation du contrat – La conclusion du contrat », in Cycle de conférences relatif à La réforme du droit des contrats, ULCO, Boulogne-sur-Mer, le 26 février 2016

« La réforme au travers de sa structure et des dispositions préliminaires (Articles 1101 à 1110) », in Cycle de conférences relatif à La réforme du droit des contrats, ULCO, Boulogne-sur-Mer, le 4 décembre 2015.

« La donnée environnementale dans le droit de l'urbanisme », in Cycle de conférences relatif à L'appréhension de la donnée environnementale par le droit de l'urbanisme, ULCO, Boulogne-sur-Mer, le 3 novembre 2015.

« La protection de la santé de la personne du prévenu et la détention provisoire », colloque De la liberté à la prison : regards croisés sur la privation de liberté, co-organisé par Catherine Minet Letalle (MCF-HDR), Olivier Carton (MCF-HDR) et Monsieur le bâtonnier Raphael Tachon, ULCO, à Boulogne-sur-Mer les 9 et 10 octobre 2014.

Communication avec P. Türk, « Analyse comparée des deux ordres de juridictionnels », colloque restituitif La question prioritaire de constitutionnalité organisé à le 17 juin 2013 dans le cadre du projet de recherche Question prioritaire de constitutionnalité – Etude sur le réagencement du procès et de l'architecture juridictionnelle française, sous la direction de M. le Professeur Emmanuel Cartier à l'Université de Lille 2 et avec le soutien de la mission de recherches "Droit et Justice" et le CRD&PD

Communication sur « Le droit de propriété à l'épreuve de la réglementation SEVESO », in Journée d'étude consacrée au Droit de l'Union européenne face à la pollution atmosphérique d'origine industrielle. Quel bilan ? Quelles perspectives ?, codirigée par M. Rodolphe Mesa, Mme Valérie Durand et M. Sébastien Marmin et organisée à Boulogne-sur-Mer le 14 mars 2012

Communication intitulée « Du droit commun aux droits spéciaux », in Cycle de conférences Les rapports entre droits spéciaux, co-organisé par Valérie Durand et Catherine Minet-Letalle (HDR), ULCO, à Boulogne-sur-Mer, le jeudi 3 février 2011

6. PRESIDENCE DE SEANCE ET DE TABLE RONDE

Présidence de la première table ronde du Colloque « Formes et limites de l'ingénierie des collectivités territoriales », coorganisé par F. Waserman et N. Demontrond, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 29 novembre 2019.

Présidence de la séance relative à « L'encadrement actuel des professions judiciaires libérales » lors du colloque consacré à La discipline des gens de justice. Problématiques historiques. Problématiques actuelles, Université du Littoral Côte d'Opale, en partenariat avec l'Ordre des avocats de Boulogne-sur-Mer et la Chambre régionale des notaires de la Cour d'appel de Douai, l'ENM et l'Université de Nantes, 24 et 25 novembre 2016 à l'Université du Littoral Côte d'Opale, à Boulogne-sur-Mer.

Animation de la première table ronde de la journée d'étude consacrée au droit de l'Union européenne face à la pollution atmosphérique d'origine industrielle. Quel bilan ? Quelles perspectives ?, organisée à l'Université du Littoral Côte d'Opale, à Boulogne-sur-Mer, le mardi 14 mars 2012

7. THESE

La prescription en matière civile. Essai d'une théorie unitaire, (dir.) M. le Professeur G. Loiseau, Th. Dactyl, UVSQ, 2008.

II. PROJETS COLLECTIFS

A. Participation à l'organisation d'événements scientifiques

2. Avec THUMEREL Isabelle, Organisation de la participation du LARJ au Xe Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Université de Lille, Lille, 22-14 juin 2017

1. Avec DAVANSANT Frédéric, MINARD Frantz, Organisation du colloque *La discipline des gens de justice*, co-organisé, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 24 et 25 novembre 2016.

B. Organisation d'événements scientifiques

CYCLES DE CONFERENCES

3. Avec MOREIL Sophie, Co-direction scientifique d'un cycle de conférences relatif à la réforme du droit des contrats, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 4 décembre 2015 – 22 avril 2016

2. Avec CARBONNAUX Camille, Co-direction scientifique d'un cycle de conférences relatif à *L'appréhension de la donnée environnementale par le droit de l'urbanisme*, ULCO, Boulogne-sur-Mer, de novembre 2015 à mars 2016

1. Avec MINET LETALLE Catherine (MCF-HDR), Co-direction du cycle de conférences consacré aux *Rapports entre droits spéciaux*, ULCO, Boulogne-sur-Mer, du 3 février au 9 mars 2011 (à destination des étudiants de Master 2 Droit des affaires européen et comparé)

COLLOQUES ET JOURNEES ETUDES

2. Avec MESA Rodolphe Mesa et MARMIN Sébastien, Co-direction scientifique de la journée d'étude consacrée au *droit de l'Union européenne face à la pollution atmosphérique d'origine industrielle. Quel bilan ? Quelles perspectives ?*, ULCO, Boulogne-sur-Mer, le mardi 14 mars 2012.

1. Avec le Professeur Mouloud Boumghar, Co-direction scientifique du colloque *Les nouvelles échelles du droit commun*, ULCO, Boulogne-sur-Mer, les 7 et 8 décembre 2011 (ayant fait l'objet d'une publication).

PROJET DE RECHERCHE

2019-2020 : Coordination de l'équipe privatiste du pôle jurisprudence (à partir de janvier 2020) dans le cadre de la poursuite du projet de confection d'une base de données des arrêts QPC réalisée sous la direction de M. le Professeur Emmanuel Cartier à l'Université de Lille Droit et santé

2018-2020 : Coordination de l'équipe privatiste du pôle jurisprudence (nov. 2014 - dec.2019) dans le cadre du projet de recherche *Les justiciables de la QPC Identification et mobilisation autour d'un instrument processuel sui generis*, organisé sous la direction de M. le Professeur Emmanuel Cartier à l'Université de Lille Droit et santé

2013-2014 : Coordination de la veille des arrêts de filtrage des questions prioritaires de constitutionnalité rendus par la Cour de cassation et participation à l'élaboration d'un tableau de recensement des questions prioritaires de constitutionnalité soumises aux Cours suprêmes françaises, réalisées sous la direction de M. le Professeur Emmanuel Cartier à l'Université de Lille 2 Droit et santé de mars 2013 à décembre 2014.

2010-2013 : Coordination de l'équipe privatiste du pôle jurisprudence et membre du groupe de recherche relatif à l'étude croisée (Cour de cassation – Conseil d'État) des conditions de sérieux et de nouveauté dans le cadre du projet de recherche *Question prioritaire de constitutionnalité – Étude sur le réagencement du procès et de l'architecture juridictionnelle française*, Projet GIP "Droit et Justice" et CRD&PD, organisé sous la direction de M. le Professeur Emmanuel Cartier à l'Université de Lille 2 Droit et santé (de juin 2010 à mars 2013)

III. Organisation de conférences réalisées par des doctorants

2. Organisation scientifique de la conférence réalisée par VAROQUEAUX Jean-Baptiste, Doctorant au CEIPI, « La proactivité des hébergeurs : vers des responsabilités nouvelles ? », ULCO, Boulogne-sur-mer, 2 avril 2019.

1. Organisation scientifique de la conférence réalisée par LEQUET Pierre « L'évolution de la réparation du préjudice écologique – Présentation des régimes juridiques », ULCO, Boulogne-sur-Mer, le 17 janvier 2017.